

Histoire de la Lettonie soviétique, 1939-1949. Une soviétisation de temps de guerre

mardi 4 octobre 2016, par [Juliette DENIS](#)

Citer cet article / To cite this version :

[Juliette DENIS](#), **Histoire de la Lettonie soviétique, 1939-1949. Une soviétisation de temps de guerre**, *Diploweb.com : la revue géopolitique*, 4 octobre 2016.

Hum... Vous semblez apprécier le DIPLOWEB.COM. Nous vous en remercions et vous invitons à participer à sa construction.

Le DIPLOWEB.COM est LE media géopolitique indépendant en accès gratuit, fondé en l'an 2000. Nous vous proposons de participer concrètement à cette réalisation francophone de qualité, lu dans 190 pays. Comment faire ? Nous vous invitons à verser un "pourboire" (tip) à votre convenance via le site <https://fr.tipeee.com/diploweb> . Vous pouvez aussi rédiger un chèque à l'ordre du DIPLOWEB.COM et l'adresser à Diploweb.com, Pierre Verluise, 1 avenue Lamartine, 94300, Vincennes, France. Ou bien encore faire un virement bancaire en demandant un RIB à l'adresse expertise.geopolitique@gmail.com.

Avec 5 000€ par mois, nous pouvons couvrir nos principaux frais de fonctionnement et dégager le temps nécessaire à nos principaux responsables pour qu'ils continuent à travailler sur le DIPLOWEB.COM.

Avec 8 000€ par mois, nous pouvons lancer de nouveaux projets (contenus, événements), voire l'optimisation de la maquette du site web du DIPLOWEB.COM.

Juliette Denis a gagné le Prix du Diploweb dans le cadre de la première édition de "Ma thèse avec le Diploweb en 7 minutes". Outre un chèque de 1000 euros, elle a gagné le privilège de publier un article de référence sur le Diploweb.

Cet article est en outre illustré en pied de page de plusieurs cartes du Professeur Pascal Orcier, auteur de nombreux ouvrages dont : "La Lettonie en Europe : Atlas de la Lettonie", éd. Belin, 2005.

LE 9 MAI 2005, Vladimir Poutine convie ses homologues étrangers à Moscou pour les cérémonies des soixante ans de la Victoire. La présidente de la Lettonie, Vaira Vīķe-Freiberga, hésite à y rendre : bien qu'acceptant l'invitation du chef d'Etat russe, elle critique publiquement l'interprétation russe de la guerre. Son pays, annexé par l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques (URSS) en 1940, puis occupé par les Nazis de 1941 à 1945, et enfin reconquis et réintégré à l'URSS, n'est en effet pas prêt à reconnaître le rôle libérateur de l'Armée rouge. Dans une lettre à Vladimir Poutine, la présidente lettone énonce sa vision de l'histoire. Elle considère la date du 9 mai non pas comme le soixantième anniversaire de la libération de son pays (en 1945), mais comme le cinquante-cinquième anniversaire de la Déclaration de Schuman (en 1950), qui a posé les jalons de l'Union européenne à laquelle son pays est fier d'appartenir depuis 2004. Cette démarche constitue un clair rejet du passé communiste et soviétique au profit d'un présent européen et libéral. En célébrant avec l'Europe occidentale la victoire sur l'Allemagne nazie, elle témoigne également de sa volonté de commémorer, « avec une grande tristesse, la *seconde occupation soviétique (1944- 1991, J.D.)*, les immenses pertes humaines et les souffrances qui en découlèrent ».

L'affaire n'en reste pas là. Les années suivantes sont émaillées de conflits autour de l'histoire : en Russie, en Lettonie, et entre les deux pays. Même chose en Estonie, en Lituanie, en Ukraine... où des débats animent le milieu historien, la sphère politique et l'opinion publique. C'est donc avec une très forte conscience - et sans doute, à cause d'elle - de me confronter à une thématique historique sensible, politisée, violente par moment, que j'ai souhaité étudier **l'établissement du régime soviétique en Lettonie**. Mes directeurs de thèse, Annette Becker et Nicolas Werth, ont initié et soutenu ce projet. Les découvertes continues en archives, les rencontres avec des témoins, les discussions collectives avec des historiens de tous bords ont abouti à la structuration de mon sujet de thèse, intitulé « La fabrique de la Lettonie soviétique, une soviétisation de temps de guerre, 1939-1949 ». Cette décennie, matrice de l'histoire de la seconde moitié du XXème siècle et des violents débats du XXIème, a engendré de permanentes redéfinitions et revirements. Les rhétoriques d'aujourd'hui les ignorent ou les simplifient, et projettent sur un passé fantasmé les antagonismes réducteurs du présent.

Bien qu'inspiré par les controverses actuelles, mon sujet n'en reste pas moins une thèse d'histoire. Comment les circonstances de la Seconde Guerre mondiale ont-elles à la fois impulsé et infléchi les méthodes staliniennes de soviétisation - telle est la question qui a aiguillé mes recherches. J'ai d'abord cherché à rendre compte de la chronologie extrêmement secouée des années 1940. Je l'exposerai en première partie. Se dégagent alors les mécanismes d'imposition du pouvoir et les contraintes nées de la guerre, qui confèrent au terrain letton sa position singulière en URSS. L'une des particularités de la période et du pays réside dans les immenses déplacements de population (forcés ou « volontaires ») suscitées par les incessants changements de souveraineté. Je les présenterai en deuxième partie. Enfin, en troisième

partie, je reviendrai sur les mémoires contrastées de cette époque, qui participent à la reconfiguration des espaces sociaux, politiques et géopolitiques à l'Est.

L'imposition tumultueuse du pouvoir soviétique en Lettonie

Avant son annexion à l'URSS et avant la guerre, la Lettonie incarne la complexité est-européenne par la mosaïque sociale, nationale et religieuse qu'elle présente. Le territoire letton, à la fin années 1930, a ceci d'inédit qu'il combine une position Est / Ouest, entre les espaces germaniques et slaves, et Nord / Sud, entre la Scandinavie au nord et la Pologne et le Yiddishland au sud. Il concentre le *melting pot* est-européen par excellence, en orthogonalité et en cardinalité.

Au cœur de ce territoire, sa capitale Riga : malgré la saignée de la Première Guerre mondiale, elle continue à regrouper l'immense majorité des habitants, la quasi-totalité des ouvriers, et présente une grande diversité nationale et sociale. La Courlande, à l'ouest du pays, est très marquée par l'influence germanophone et par sa majorité « lettone », et découpée en grands domaines agricoles hérités de l'ancien régime. La Latgale, une région frontalière délaissée, politiquement suspecte, et globalement discriminée par le pouvoir letton en raison de sa pauvreté et de l'hétérogénéité nationale (russe, polonaise, latgalienne, juive...), constitue quant à elle un « confin » est-européen, dont les édifices religieux et la diversité linguistique actuelle conservent tant bien que mal la mémoire.

Politiquement aussi, la situation est bigarrée. Alors que l'Europe bascule massivement dans le fascisme, la Lettonie connaît en 1934 un tournant nationaliste et dictatorial. La situation internationale s'obscurcit à la fin des années 1930. Après la conférence de Munich en 1938, le monde politique letton redoute autant les assauts de l'Allemagne nazie que de l'URSS stalinienne. Il semble atteint d'une forme de strabisme divergent : un œil vers l'Est, un œil vers l'Ouest ; ou bien, dans sa variante interne : un œil sur les communautés germanophones, un œil sur les pénétrations bolcheviques. En 1939, le gouvernement letton se tourne plus nettement vers l'Allemagne. L'URSS observe avec une angoisse croissante la montée du nazisme, et les démonstrations profascistes et anticommunistes des pays de l'Est. Les signes du rapprochement de la Lettonie avec l'Allemagne nazie inquiètent les plénipotentiaires soviétiques, le Commissaire du peuple aux Affaires étrangères Molotov, et le dirigeant de l'URSS, Staline.

Ma thèse s'ouvre sur cette période. Le 23 août 1939, à la surprise de tous et au désespoir de beaucoup, l'URSS signe avec l'Allemagne nazie un pacte laissant à Hitler toute latitude pour envahir la Pologne et entraîner le continent dans la guerre. Les clauses secrètes de cet accord définissent des sphères d'influence. La Lettonie fait partie de la « sphère soviétique ». Cependant, en 1939, pour Staline et Molotov, pas question d'annexer le pays : ce dernier a vocation à être « satellisé », comme ses voisins, et à se tourner progressivement vers une alliance avec l'URSS et, pourquoi pas, à terme, vers un régime socialiste. De l'été 1939 à l'été 1940, la Lettonie demeure indépendante. Dans les pays baltiques, « l'ambiance du pacte », si bien écrite par Jean Cathala dans son oeuvre magistrale, *Sans fleur ni fusil*, est angoissante. En Lettonie, on se félicite certes d'avoir échappé à la guerre, mais des signes avant coureurs laissent présager un sombre avenir. L'URSS impose à la Lettonie un traité commercial, une alliance politique, l'implantation de bases militaires... c'est surtout le départ des Allemands de

la Baltique qui inquiète la population. La minorité germanophone du pays, environ 70 000 habitants sur deux millions, se voit « rapatriée » vers le Troisième Reich. Pourquoi partent-ils en toute hâte, si ce n'est pour échapper à la probable main mise soviétique sur le pays ?

La défaite de [la France](#) en juin 1940, qui révèle l'invincibilité de la Wehrmacht, précipite l'annexion des pays baltiques. Staline espère renforcer les défenses de l'URSS grâce à un glacis territorial autour de Leningrad. En juin 1940, l'Armée rouge pénètre en Lettonie dans une « hâte frénétique », selon l'expression d'Alexander Werth [1]. Les annexions, dans les trois pays baltiques, suivent un processus bien rôdé, entre ultimatum fallacieux, intimidation militaire et mise en scène d'une révolution endogène. Après un référendum aux résultats sans appel, les représentants lettons, estoniens et lituaniens se rendent à Moscou pour entériner leur rattachement volontaire à l'URSS. Fin juillet 1940, l'annexion à proprement parler s'achève, la soviétisation commence.

Pendant un an, elle débute prudemment. Sans doute, les autorités soviétiques pensaient avoir plus de temps pour se rendre maître du pays. Ils n'imaginaient pas que, dix mois plus tard, l'occupation allemande interromprait brutalement le processus d'uniformisation. Un aspect frappant de l'époque est l'absence d'enthousiasme des bâtisseurs du régime soviétique en Lettonie. En 1940, l'effervescence des années révolutionnaires a disparu. La responsabilité de la construction du socialisme est confiée à des « communistes lettons » qui ont vécu en URSS depuis la révolution, et ont pour beaucoup miraculeusement échappé aux purges staliniennes des années 1930. Envoyés en Lettonie à partir de 1940, ils ont perdu toute ardeur, toute exaltation, mais appliquent sans broncher les directives staliniennes. En 1940-1941, ces objectifs consistent surtout à renforcer l'administration autour des pôles communistes (autour de Janis Kalberzins) et étatique (autour de Vilis Lacis), à introduire quelques réformes économiques (réforme agraire, nationalisations), et à réprimer des groupes d'ennemis ciblés et peu nombreux.

La situation change en juin 1941. Notons que dans les années 1940 en Lettonie, la saison estivale est rarement associée au retour des jours heureux. La Nature bienfaisante versus le Drame politique et humain, tel est le *topos* des récits des témoins. L'été 1941 représente le seuil de désastres, pourtant différents dans leur nature et leurs victimes. Premièrement, après plusieurs mois de calme apparent, la répression stalinienne prend un tour nouveau : la condamnation de 5000 « ennemis de classe » aux travaux forcés, et la déportation de 10 000 membres de leur famille intervient le 14 juin 1941. Deuxièmement, le 22 juin 1941 l'armée allemande lance l'opération Barbarossa contre son allié soviétique. Lorsque la Wehrmacht s'apprête à envahir la Lettonie, une grande partie de la population lettone ne voit pas d'un mauvais œil l'intervention allemande qui balaie le maître soviétique. Mais environ 50 000 personnes s'enfuient coûte que coûte : soldats, cadres de l'Etat, Lettons d'origine juive gagnent l'Est précipitamment et obtiennent en URSS non occupée le statut d'évacués [2].

Comment qualifier les années d'occupation nazie en Lettonie ? Mon objectif n'était pas d'étudier en détails les politiques nazies, mais plutôt la manière dont les Soviétiques les ont perçues. Dès les années de guerre, en URSS non occupée, les autorités centrales et républicaines s'échinent à connaître la situation et à prévoir la reconquête. Certes, la propagande de guerre ne rend pas hommage à la perspicacité des informations secrètes recueillies sur la Lettonie occupée... Mais au moins deux processus sont bien connus des autorités soviétiques : l'ampleur de la Shoah et de la collaboration. Très tôt, Molotov publie un

rapport, partiellement publié dans la *Pravda*, dévoilant avec une très grande justesse l'extermination précoce et exhaustive des Juifs de Lettonie. L'extermination n'aurait pu se dérouler sans la collaboration active de groupes de policiers lettons qui se sont mis de leur plein gré au service des Nazis. La collaboration en Lettonie prend des formes diverses et étendues. Hormis la participation au génocide, des policiers lettons ont également coopéré aux opérations anti-partisanes dans les zones frontalières russe et biélorusse. A partir de 1943, des dizaines de milliers de soldats sont recrutés dans la « légion des volontaires lettons » de la Waffen SS. Lavrenti Béria, à la tête du Commissaire du peuple aux Affaires intérieures (NKVD), admet très tôt que la majorité de ces « volontaires » ont en réalité été enrôlés de force. Il n'empêche. Le nombre pléthorique de Lettons incorporés dans les forces armées du Reich, comparé à la faiblesse des effectifs des partisans soviétiques, conduit les autorités soviétiques à percevoir négativement de l' « état d'esprit » de l'ensemble des Lettons envers l'URSS.

De l'été 1944 au printemps 1945, la reconquête de la Lettonie par l'Armée rouge et la refondation du pouvoir se déroulent dans un chaos total, propre d'ailleurs aux sorties de guerre européennes. Tandis que l'Armée rouge libère péniblement le territoire, les autorités du Parti et de l'Etat rétablissent l'administration et redémarrent la production, agricole notamment. Parallèlement, des dizaines de milliers de Lettons fuient, toujours plus à l'Ouest, espérant échapper au pouvoir soviétique (et, pour certains d'entre eux, à un châtement sanctionnant leur collaboration). Enfin, des civils et des soldats russes et biélorusses espèrent rester en Lettonie, qui leur paraît plus préservée que leurs propres pays. De l'incertitude cependant, se dégagent certaines tendances que le pouvoir soviétique s'emploie à accentuer dans les années suivantes. Des tâtonnements à la radicalisation, telle est la tendance de la deuxième moitié des années 1940. A l'intérieur du territoire, la tâche principale de la police et des autorités soviétiques est d'éliminer l'hostilité ouverte ou sourde envers le pouvoir. Dès 1944, les services de sécurité recherchent les « traîtres » qui, d'une manière ou d'une autre, ont servi les occupants allemands. Très rapidement, cette tâche se mue en « lutte contre le banditisme ». Dans la terminologie soviétique, les « bandits » désignent d'anciens collaborateurs ou de nouveaux ennemis, qui ont pris clandestinement les armes contre le pouvoir soviétique, notamment dans les campagnes. Bien que la situation en Lettonie n'atteigne jamais la catastrophique guerre civile dévastant la Lituanie ou l'Ukraine de l'Ouest, les activités des « bandits », parfois violentes, reçoivent une réponse sans appel. Alors que la situation intérieure demeure instable, les relations internationales se tendent également. Un élément cristallise les enjeux de Guerre froide naissante : les 150 000 Lettons (environ 10% de la population d'après-guerre) réfugiés à l'Ouest. Ils incarnent l'annexion illégale du pays ; ils diffusent, avec d'autres personnes déplacées estoniennes, lituaniennes, ukrainiennes... un discours très antisoviétique à l'Ouest. Les anglo-saxons, qui gèrent les camps de réfugiés en Allemagne, sont de plus en plus cléments avec les « personnes déplacées » lettones. Soupçonnés au départ de collaboration massive, ces anciens « complices de Hitler » sont de plus en plus perçus comme des « victimes de Staline » et à ce titre, bénéficient de politiques migratoires favorables. L'URSS tente de diffuser un appel clément et protecteur pour les inciter à rentrer - en vain.

1949 marque un tournant. A l'intérieur, pour mettre fin aux troubles lancinants dans les campagnes, les autorités moscovites décident d'accélérer la collectivisation des campagnes et, dans le même temps, de déporter 49 000 « bandits », « complices de bandits » et « koulaks ». A l'extérieur, l'accentuation de la Guerre froide radicalise le discours soviétique sur les réfugiés.

Désormais, ces « émigrés nationalistes bourgeois lettons » sont associés aux collaborateurs pronazis, bénéficiant de l'aide coupable des Occidentaux. La première phase de sa soviétisation est achevée, une autre lui succède – marquée par l'industrialisation, l'arrivée de citoyens soviétiques et la consolidation des institutions.

Comment définir la soviétisation ?

Dans les opus écrits dans les pays baltiques, en Ukraine de l'Ouest, ou dans certains ouvrages occidentaux, l'imposition du pouvoir soviétique est systématiquement qualifié d'« occupation ». En témoigne par exemple le « Musée de l'occupation » de Riga, qui présente trois occupations successives : soviétique (1940-1941), nazie (1941-1945), puis de nouveau soviétique (1945-1991). Selon moi, et malgré l'orientation de l'historiographie actuelle en Lettonie (ou ailleurs), la soviétisation se distingue d'une « occupation ». L'intégration au monde soviétique n'a jamais été conçue comme provisoire, elle n'établit pas de « double pouvoir » (armé et civil) propre, par exemple, aux occupations nazies en Europe. La fixation sur le terme d'occupation semble d'autant plus incongrue que l'annexion, et la soviétisation qui en découle sont des processus autant, voire plus radicaux, plus profonds et plus durables qu'une occupation. Sans doute le terme s'est-il popularisé pour des raisons plus politiques que scientifiques, afin d'assimiler sans détour régimes nazi et soviétique. Cet amalgame est excessif, voire faux. L'URSS depuis son apparition, et dans les circonstances des années 1940, connaît une extension singulière. Les populations soumises à son expansion peuvent certes éprouver un « sentiment d'occupation » incontestable, mais les mécanismes étatiques sont bien plus complexes et changeants.

Classiquement, on définit la soviétisation comme les processus structurels, institutionnels et culturels de transfert et d'adoption du modèle soviétique. Le régime soviétique expérimente son extension en Russie même, juste après la révolution et la guerre civile, et dans les marges non russes de l'URSS d'avant 1939. En Lettonie et chez ses voisins, plusieurs spécificités modifient la politique d'expansion. Premièrement, le processus est contrarié par les circonstances de guerre et de guerre froide. Deuxièmement, il reprend des techniques étatiques staliniennes développées dans les années 1930, mais en tâchant de les appliquer plus méthodiquement, comme réponse aux désordres causés par le conflit. Enfin, il est accentué par les très nombreux mouvements de population engendrés, directement ou non, par l'imposition du pouvoir soviétique. Trois exemples permettent de rendre compte de la complexité de la période et, par extension, de la notion même de « soviétisation ». L'occupation nazie, en interrompant la soviétisation, renforce également le potentiel de résistance des Lettons au régime soviétique. A la fin de la guerre, quelques milliers de Lettons gagnent la clandestinité et sont déterminés à en découdre. Contre eux, le régime soviétique déploie certes des techniques de guerre contre-insurrectionnelle, mais sans jamais abandonner aux zones rebelles : au contraire, le renforcement de l'administration, des institutions soviétiques, la recherche d'appuis locaux accompagnent systématiquement l'identification et l'élimination des ennemis. La soviétisation n'est pas seulement une « pacification » violente, mais aussi la construction et l'uniformisation d'un territoire.

Pour ce faire, les représentants du pouvoir stalinien n'hésitent pas à s'appuyer sur les politiques des années 1930, mais en les adaptant au terrain letton. C'est le cas de la «

passportisation » et de la « collectivisation », deux procédés initiés à la fin des années 1940 en Lettonie pour mettre fin aux troubles des campagnes. Les deux politiques ont été pratiquées dans les années 1930. On connaît bien les désastreuses conséquences de la collectivisation des terres au début des années 1930, on sait moins bien quels ont été les motivations et les objectifs de l'attribution de passeports intérieurs à certaines catégories de citoyens soviétiques. A l'origine, il s'agissait de recenser et de contrôler les déplacements des habitants de zones stratégiques, notamment des grandes villes, des centres industriels et des zones frontalières. En Lettonie, ce sont tous les habitants des campagnes qui se voient « identifiés » et « localisés » par la passportisation en 1947. Ainsi, la politique des années 1930 est adaptée aux conditions des zones rurales lettones, considérées comme les espaces les plus sensibles dans le nouvel Ouest soviétique. La collectivisation en Lettonie, en 1948-1949, n'a pas juste une dimension économique : elle vise à redécouper des campagnes instables et hostiles, et à regrouper les habitants. On voit à travers ces exemples que **les méthodes de soviétisation ne cessent de se redéfinir et de se modifier, au gré des conditions locales, tout en conservant une certaine cohérence tout au long de la période stalinienne.**

Dans tous les cas, les autorités républicaines et moscovites ont dû composer avec les conséquences - attendues ou non - du conflit mondial. La surprise principale qui attend le pouvoir soviétique lors de sa reconquête en 1944-1945 est la fuite massive de la population lettone vers l'Ouest. 150 000 Lettons ont fui, et l'immense majorité parviendra à rester à l'Ouest. Regroupés dans des camps de « Displaced Persons » (DPs) dans les zones occidentales d'occupation de l'Allemagne, ils refusent tout rapatriement, espèrent, comme 800 000 autres DPs d'origines diverses, être éligibles à l'émigration, et répandent un discours antisoviétique radical. Pour l'URSS, les conséquences de l'exil des Lettons sont multiples. A l'échelle de la Lettonie, c'est une saignée démographique sans précédent, qui prive la jeune république de bras et de compétences. Au niveau international, le groupe de réfugiés et leur discours hostiles représentent une sérieuse remise en cause de la gloire de la Victoire. Surtout que les réfugiés lettons incarnent l'illégitimité de l'annexion et de la reconquête. Dès le début de la Guerre froide, et durant toutes les décennies suivantes, le pouvoir soviétique surveillera le comportement des « émigrés nationalistes-bourgeois » et de la bienveillance des puissances occidentales à leur égard. Cette forme de résistance lettone extraterritoriale n'incite que davantage à au strict contrôle des frontières de la République.

En guise d'épilogue : les échos des années 1940 dans les années 2010

Etudier l'annexion et la soviétisation de la Lettonie peut permettre de comprendre, sans gommer les spécificités des terrains et des périodes, d'autres formes d'extension du régime soviétique puis russe au XX^{ème} siècle et au XXI^{ème} siècle. A ce titre, mon travail de thèse s'intègre dans un vaste champ historiographique et géopolitique d'étude de l'Europe de l'Est. Sans avoir apporté de réponses définitives à ces questions - faute de temps, faute de matériel, faute de compétences...- il me semble important de s'interroger sur la continuité historique. Comment ne pas voir la « soviétisation » des pays de l'Est après la guerre dans la suite de l'expansion soviétique dans ses propres frontières ? Dans la durée, comment ne pas être tenté d'entendre la « passportisation » des habitants de Crimée, en 2014, comme le lointain écho des politiques des années 1940 ? Plus généralement, la spécificité de l'Europe de l'Est ne réside-t-elle pas justement dans les incessants changements de souverainetés et de régimes,

dont les traces demeurent malgré les modifications radicales de ces dernières décennies ?

Justement, la mémoire des différents régimes, notamment dans leurs aspects les plus violents, continue à cliver les opinions publiques, les zones géographiques et les catégories sociales dans les pays de l'Est. Les désastres des années 1940 ont eu des conséquences différenciées, les témoins et les héritiers de cette époque continuent d'en porter la mémoire. Deux exemples individuels permettent de cerner les enchevêtrements des cataclysmes. Lors de mes recherches en Lettonie, j'ai mobilisé, outre les sources écrites issues de bon nombre de centres de conservation, des récits de vie oraux. Deux femmes que j'ai rencontrées, Diana et Silva, sont les héroïnes de ma contribution à l'ouvrage *Déportés en URSS*, résultat du projet « Archives sonores. Mémoires européennes du Goulag ». Diana et Silva sont toutes deux nées dans les années 1930 en Lettonie. Elles ont été déportées avec leur famille le 14 juin 1941 et se retrouvèrent dans d'effroyables conditions dans un village sibérien. Libérées miraculeusement, à l'issue d'une épopée politique en 1946, elles reviennent en Lettonie. Puis, suspectées, à moitié dans la légalité, elles sont de nouveau déportées dans les suites de la vague répressive de 1949. Leur libération définitive intervient en 1956 après la mort de Staline (1953).

Leur expérience est *a priori* similaire, et pourtant, la restitution de leur parcours est totalement différente. Silva est précise, à l'aise, enjouée par moment ; son récit est structuré, chronologique, ininterrompu pendant près de deux heures. Elle témoigne d'une maîtrise incontestable de la langue et du contenu de son discours. Ce n'est pas le cas de Diana : elle commet des erreurs de dates, bute sur des détails, et surtout elle ne cesse de demander ce que je peux bien trouver d'intéressant à son histoire... La différence de ces récits, recueillis quasiment au même moment en 2009, s'explique certes par des divergences sociales, professionnelles des biographies des deux femmes. Mais une autre opposition m'est apparue fondamentale. Silva incarne, à travers son parcours et celui de sa famille, l'histoire officielle de Lettonie et la mémoire étatique : sa famille a souffert sous Staline, et en porte les traces. Diana, d'origine juive, a un rapport plus ambigu avec la déportation : pour elle, la fracture fondamentale ne date pas de la déportation du 14 juin 1941, mais de l'invasion nazie du 22 juin 1941, qui a scellé le sort de toute sa famille, massacrée à peine quelques semaines après. Sans qu'elle ne le formule explicitement, elle-même, et les membres de sa famille déportés en Sibérie, ont été « sauvés » par Staline. Malgré lui, bien évidemment, mais sauvés quand même... En déportant des familles entières, dont une part non négligeable de citoyens juifs, en autorisant l'évacuation, dont de nombreuses familles juives... le pouvoir stalinien, sans en avoir conscience, a « permis » à certains Juifs d'Europe de l'Est d'échapper à la mort certaine que leur réservaient les Nazis.

Les récits de Diana et Silva à eux-seuls incarnent les drames subis par « Europe de l'entre-deux » dont la Lettonie fait partie. Démêler les fils emmêlés de l'histoire des années 1940 semble bénéfique pour comprendre les enjeux des années 2010. En étudiant la Lettonie, son passé bouleversé, les déplacements de ses habitants, j'ai cherché à me plonger dans la complexité et l'étrangeté, à rendre compte d'une histoire méconnue et pourtant révélatrice de celle de l'Europe tout entière.

Copyright Octobre 2016-Denis/Diploweb.com

Cartographier la Lettonie de la période 1944-1945, par le Professeur Pascal Orcier

LE TRAITEMENT historique et cartographique de la période 1944-1945 pose un problème sémantique fondamental. Entre « libération » et « occupation », où se situent le politiquement correct et la vérité historique ? Libération, dans la mesure où la région balte, intégrée dans "l'Ostland" allemand, était une zone dédiée à la colonisation allemande dans le contexte de la recherche de « l'espace vital ». Occupée par la Wehrmacht, la région avait vu sa population juive exterminée et des Baltes enrôlés de gré ou de force aux cotés des nazis. Enrôlement qui s'est accéléré lorsque l'Armée Rouge dans sa contre-offensive de 1944 se rapprochait dangereusement de Narva. De fait, il est indéniable que la région a été libérée des nazis, comme le rappelle régulièrement la Russie. Néanmoins à défaut de restauration des Etats lituanien, letton et estonien souverains, dans les frontières reconnues par la Russie en 1920, il s'agit du point de vue des Baltes du début d'une troisième occupation, qui durera jusqu'en 1991. A la présence physique de l'Armée Rouge, s'est ajoutée l'installation de colons soviétiques ayant vocation à repeupler cette région exsangue, à la soviétiser. L'ouverture de la région sur la Baltique lui conférait du point de vue de Moscou un nouvel intérêt stratégique face aux troupes américaines puis de l'OTAN. Elle devient donc un glacis défensif, étroitement contrôlé, alors qu'elle était historiquement un interface entre est et ouest, une porte d'entrée et de sortie maritime et terrestre. La confiscation du littoral par les considérations militaro-défensives va durablement affecter l'économie et l'organisation territoriale régionales. La négation par les autorités soviétiques de l'appartenance pluricentenaire de la région balte à l'univers mental occidental et la rupture économique avec l'espace nordico-baltique a été perçue localement comme un « kidnapping » de la part de Moscou. L'élimination des opposants présumés a pris l'aspect de « purges », destinées à affaiblir des identités nationales baltes - linguistiques et culturelles. Cela s'est traduit par des vagues de déportation massive organisées à travers le territoire soviétique, jusqu'en Asie centrale et en Extrême-Orient, jusqu'en 1953. La résistance locale des « frères de la forêt », privée de ses soutiens logistiques a été progressivement étouffée. De fait, la Guerre froide a déplacé vers l'Allemagne puis la Corée l'attention de l'Ouest. La non-reconnaissance par les Occidentaux de l'annexion de la région balte par l'URSS, soumise à la logique des blocs, n'a eu qu'un impact symbolique, à l'heure de la menace nucléaire globale.





Copyright Octobre 2016-Orcier/Diploweb.com

P.-S.

Gagnante du Prix du Diploweb et du Prix du Public lors de l'édition 2016 de Ma thèse avec le Diploweb en 7 minutes. Juliette Denis est Agrégée et Docteure en Histoire : « La fabrique de la Lettonie soviétique. Une soviétisation de temps de guerre, 1939-1949 » (Université Paris-Ouest Nanterre La défense, Histoire).

Notes

[1] Pour la finesse de ses analyse, je recommande absolument la lecture de Alexander Werth, La Russie en guerre, voir bibliographie.

[2] Déportés et évacués lettons se retrouvent en pleine guerre dans les profondeurs sibériennes et asiatiques de l'URSS. Bien que leur statut, « non libres » ou « libres » les différencie, ils connaissent en réalité des conditions de vie très similaires. Ces groupes de quelques dizaines de milliers de personnes se voient « soviétisés » dans les circonstances très spécifiques de l'URSS en guerre : ils y découvrent les kolkhozes forestiers, les pénuries alimentaires, les discriminations ou les solidarités, la langue russe... Les déplacés lettons ont une expérience de guerre en tous points différente de ceux qui sont restés - volontairement ou non - en territoire occupé par les Allemands.